

Innovation : les contresens de la méthode Beffa

Gilles Le Blanc et Olivier Bomsel (Professeurs d'économie industrielle à l'École des mines de Paris)

15 mai 2006, (Rubrique Opinions)

Le 25 avril, le président de la République a annoncé six projets financés par l'Agence de l'innovation industrielle (All) pour «*créer les produits de demain*» et «*redonner le goût du risque*» aux entreprises. Ce vocabulaire renvoie aux glorieuses initiatives des années 1960, à la logique française des «*grands programmes*». Inspirée des conclusions du rapport de Jean-Louis Beffa, l'All est dotée de 1,7 milliard d'euros sur deux ans pour financer de grands programmes technologiques.

Sa création, en 2005, avait été saluée comme une initiative positive de politique industrielle. Maintenant public, le premier résultat est décevant. Cela ressemble au lancement d'un porte-avions. Thomson, Siemens, Schneider, PSA, Alcatel se partagent 240 millions d'euros de subventions et d'avances. Est-ce véritablement avec ces entreprises et leurs projets que la France compte dynamiser l'innovation, créer de nouveaux emplois, renouveler son tissu industriel ? Les heureux élus sont des groupes habitués aux commandes publiques et aux soutiens à la recherche et au développement. Ils sont largement mondialisés. De plus, les projets ne présentent pas d'innovation radicale. Il s'agit au mieux d'améliorations techniques susceptibles d'élargir des marchés existants.

Sur le fond, la méthode suscite les réserves les plus sérieuses. Il faut déplorer l'absence de rationalité économique et de système d'évaluation qui a conduit aux récentes décisions. Quelle est la pertinence de cet instrument d'action publique en regard des objectifs affichés ? Concentrer les moyens de recherche et développement autour de grands programmes en misant sur leurs effets de taille pour encourager les innovations de rupture, est une proposition douteuse. En effet, l'outil du «programme» qui – malgré son coût et ses dérives – peut revendiquer des succès, reposait sur deux conditions essentielles : la fixation par l'Etat d'un objectif technique ambitieux (un réacteur nucléaire, un train roulant à 360 km/h...) et la création du marché par des commandes publiques.

Or tout l'enjeu, dans les secteurs innovants, est de créer en même temps le produit et le marché. Dans les domaines des bio ou des nanotechnologies où l'on s'attend à des innovations radicales suscitant l'émergence de nouvelles firmes mondiales, on ne connaît encore ni les produits, ni les usages qui vont structurer la demande finale.

On assiste donc, au contraire du «programme», à une prolifération de technologies et de solutions alternatives dont le foisonnement et la diversité sont essentiels : miser sa recherche et développement sur une seule trajectoire est la stratégie du joueur de roulette malheureux. Cette approche n'est pas raisonnable.

Deux exemples. Pour qui observe les technologies de l'information, comment envisager que des produits comme la télévision sur mobile ou un moteur de recherche puissent s'imposer sur leurs seules caractéristiques techniques ? Les fiascos du téléphone planétaire de Motorola (Iridium) et de la norme vidéo à haute définition (D2Mac élaborée en France) démontrent que les logiques d'adoption s'appuient sur des effets de réseaux puissants où l'utilité est tirée par la croissance de la demande. Les connexions avec les industries de contenus et la concurrence avec les systèmes en place sont aussi des facteurs critiques du succès économique de ces innovations.

Dès lors, tout s'écroule. Car, comme la méthode est absurde, il n'y a ni système d'évaluation, ni incitations internes, ni contrainte de résultat. Dès lors qu'elles ont décroché les subventions, quel intérêt les firmes sélectionnées ont-elles à faire de ces projets des succès économiques ? La subvention vaut succès ! Ainsi, au lieu d'un signal donnant la prime au risque, à l'innovation et à l'entreprise, nous voyons ici une aide d'Etat supplémentaire, engageant sans débat les fonds publics. Le tout au mépris des règles européennes élémentaires. Les politiques n'en sortiront pas grandis.

Qu'aurait-on pu faire d'autre ? Ne prenons qu'un exemple. Il est d'actualité. Chacun connaît à présent la faiblesse du système universitaire français. Seulement 15% des docteurs diplômés en France sont employés par l'industrie. Les étudiants des grandes écoles, dont le diplôme vaut ici par la sélection à l'entrée, font leur troisième cycle à l'étranger. Et 4% des étudiants captent à eux seuls 30% des ressources budgétaires. La concurrence biaisée entre universités et grandes écoles pénalise l'ensemble du système français. Ces inégalités ne peuvent se compenser que dans un jeu à somme positive où tout le monde doit gagner. Injecter 1,7 milliard d'euros dans une réforme des inégalités universitaires pourrait créer de formidables incitations : elle leverait des blocages, stimulerait la recherche, valoriserait les diplômés, améliorerait le recrutement des entreprises, renouerait le lien université-industrie...

Chacun sait que Google, qui pèse 126 milliards de dollars en Bourse, est né à Stanford. Son concurrent français, venant dix ans plus tard, est confié à Thomson et France Télécom avec 90 millions d'euros de subventions ! La France peut faire mieux qu'OSS 117, cet agent secret français d'un autre âge et... aux méthodes démodées.